

COLLOQUE

Europe: les alternatives à la grande régression Quelles autres politiques (économiques) face à l'Austérité?



Mercredi 25 novembre 2015

8h30 – 17h00

IHECS (Auditoire Velge)

Rue de l'Etuve 58-60, 1000 Bruxelles

Traduction Fr<>Angl

Depuis 2010, l'Union européenne et les gouvernements des Etats membres ont résolument fait le choix de politiques d'austérité budgétaire et salariale qui transforment les économies et les modèles sociaux européens. Depuis lors, un grand nombre d'économistes ont dénoncé l'inefficacité de ces politiques, certains proposant des alternatives à l'austérité. En Grèce, ces six derniers mois ont cependant démontré que la mise en œuvre d'une "autre" politique économique se heurtait au carcan institutionnel européen. Quelques mois après l'imposition d'un troisième mémorandum à la Grèce, le réseau Econosphères propose un colloque européen dont l'objectif est double. Tout d'abord, il s'agit de faire le point sur des propositions économiques alternatives. Ensuite, en prenant en compte le traumatisme grec, de s'interroger sur les stratégies permettant de concrétiser ces propositions dans le contexte politique européen actuel. Autrement dit, comment interpréter et surtout dépasser la marche apparemment aveugle de l'Europe vers une régression économique et sociale ?

Programme

8h30-9h00 Accueil et mot d'introduction

9h00-10h30 Panel 1 *La Grèce et l'avenir de l'Europe*

La Grèce - tout comme les pays dits périphériques de l'Union, de l'Espagne à l'Irlande, en passant par le Portugal et l'Italie - connaît depuis 2008 une régression économique et sociale sans équivalent dans l'histoire européenne depuis les années 1930. Elle est ainsi le laboratoire d'une reconfiguration des politiques économiques et sociales préfigurant la remise en cause généralisée de l'Etat social – une construction centenaire qui avait fondé les progrès de la démocratie et de la civilisation en Europe. Cette tragédie résulte de la conjonction de la déficience de l'Etat grec et des politiques européennes d'austérité et sert aussi de levier à la « nouvelle gouvernance » autoritaire de l'Union européenne. Dans le contexte particulier de la mise en place d'un troisième mémorandum, seront envisagées diverses stratégies possibles, dont celle de la sortie de l'euro pour un changement social majeur.

Costas Lapavistas (University of London) et
Noelle Burgi Golub (Université Paris 1, CNRS)

10h45- 12h15

Panel 2

Quel système bancaire européen pour une sortie de crise?

Lors de la récente "crise grecque", le système bancaire européen chapeauté par la Banque Centrale Européenne (BCE) a montré sa capacité à prendre en otage un Etat souverain et à supplanter un processus de décision démocratique dans un Etat membre. Depuis l'éclatement de la crise financière en 2008, les propositions de réforme du système financier européen n'ont pas manqué. La plupart sont restées lettre morte et les banques semblent toujours être plus un facteur d'instabilité que de progrès pour l'économie européenne. Les participants à ce panel proposeront les contours de ce que pourrait être un système bancaire européen "de sortie de crise". Il s'agira de discuter le rôle présent et futur de la BCE ainsi que les choix politiques qui permettraient de remettre les banques au service du progrès économique et social.

Frédéric Boccara (Université Paris 13, membre des économistes atterrés) et
Nicolas Bardos (Université Catholique de Louvain, membre d'Econosphères)

12h15-13h00

lunch

13h00-14h30

Panel 3

Peut-on créer des emplois en augmentant les salaires?

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance économique européenne depuis 2010, le mantra des autorités à l'échelon de l'UE est le suivant : « garantir une modération salariale pour soutenir la compétitivité ». Défendu par les élites et très largement médiatisé, ce choix politique consiste à interpréter la crise en Europe comme une crise de compétitivité et les salaires comme la principale variable d'ajustement d'une «dévaluation interne». Les défenseurs de cette idée préconisent un rétablissement de la compétitivité et la création d'emploi par une réduction des dits « coûts du travail ».

Le panel proposera une approche alternative selon laquelle l'évolution des salaires doit être renforcée à travers une reconstruction coordonnée à l'échelle européenne de la négociation collective comme prérequis à une croissance plus durable en Europe. Il s'agira ainsi de discuter et de débattre des perspectives politiques actuellement dominantes concernant les systèmes salariaux négociés collectivement sous la nouvelle gouvernance économique européenne en Europe et en Belgique en particulier.

Ronald Janssen (Institut syndical européen, membre d'Econosphères) et
Guy van Gyes (KU Leuven)

14h30 – 14h45

Pause-café

14h45-16h45

Table-ronde

Plan A, B ou C : Vers un projet démocratique européen?

Le traumatisme vécu par le peuple grec ces derniers mois pose la question des contradictions profondes de la construction européenne. L'Europe, comme projet démocratique et social, a-t-elle encore un sens dans le carcan institutionnel actuel ? Peut-on, à partir des institutions d'aujourd'hui, assorties par exemple d'un parlement de la zone euro, changer l'Europe? Ou, doit-on, au contraire, privilégier des alternatives plus radicales et envisager, comme le propose F. Lordon, un plan C : une autre voie qui restaure la souveraineté, s'affranchit de la pensée économique dominante, et « commande, non pas le forçage d'intégrations impossibles (ou trop loin de leurs maturités), mais le devoir du rapprochement sous toutes les formes praticables. »

Tous **les intervenants** auront l'occasion d'exprimer leurs arguments lors de cette table-ronde.

16h45-17h00

Mot de conclusion, **Bruno Bauraind**.

Inscriptions souhaitée: econospheres@gmail.com

Renseignements complémentaires: *Anne Dufresne, 0471/937533 et Bruno Bauraind, 0474/351544*